

## Oui ou non

# Union européenne: l'idée de consulter les Français refait son chemin

S'il te plaît, dessine-moi un référendum

**Les faits** — Depuis 2005 et le « non » français à la Constitution européenne, le référendum semblait condamné aux oubliettes institutionnelles. Mais le Brexit lui a redonné de la vigueur et Marine Le Pen n'est plus la seule à en réclamer un. Même à gauche, certains sont tentés.

Les Britanniques viennent-ils de sauver le référendum en France ? Depuis le 24 juin, tout le monde parle de cet objet constitutionnel qui date de la révolution de 1789 mais qui, ces dernières années, n'a pas laissé que des bons souvenirs à ses instigateurs.

Les deux derniers référendums organisés en France ont offert des résultats mitigés : le 24 septembre 2000, 73 % des votants ont adopté le quinquennat à la place du septennat, mais il y avait eu 70 % d'abstentionnistes. Le 29 mai 2005, à 54,7 % (avec une participation supérieure à 69 %), les Français ont rejeté le traité constitutionnel européen. A l'arrivée, gueule de bois pour tout le monde et un Traité de Lisbonne qui, à juste titre ou pas, a laissé à beaucoup de Français le sentiment qu'on s'était assis sur leur vote.

Depuis, il était urgent de ne pas se brûler les doigts avec une consultation populaire. Nicolas Sarkozy, après cinq années de mandat sans référendum, avait mis celui-ci au premier rang de sa campagne, le préconisant « chaque fois que nécessaire pour retremper la légitimité du gouvernement dans le suffrage universel ». La gauche, historiquement, n'aime pas le référendum. Trop bonapartiste, trop gaulliste, trop potentiellement plébiscitaire. Et les socialistes, **qui s'étaient déchirés en 2005** entre partisans du « oui » (François Hollande) et ceux qui votaient « non » (Laurent Fabius), ne risquaient pas de reproposer l'exercice.

Pourtant, depuis vendredi, le mot « référendum » redevient à la mode. Marine Le Pen, qui a fait du référendum l'un des pivots de son programme, a plaidé samedi **devant le président de la République** pour une consultation rapide des Français sur l'appartenance même à l'Union européenne. François Hollande lui a opposé un refus agacé. Nicolas Dupont-Aignan a de même reçu « une fin de non-recevoir absolue » à sa proposition d'un « traité alternatif pour l'Europe des Nations » soumis aux Français.

Nicolas Sarkozy, également reçu à l'Élysée, a jugé « vital » que la France « prenne une initiative très forte » en vue d'établir un nouveau Traité européen, « pour que les peuples d'Europe comprennent qu'ils ont été entendus ». Dimanche, sur France 2, il a été plus précis : « Il ne faut pas avoir peur du

peuple. Si l'idée de l'Europe ne supporte pas l'épreuve du référendum, c'est qu'on fait fausse route », a déclaré l'ancien président de la République en jugeant qu'une telle consultation, aujourd'hui, présenterait « le risque » de recueillir une réponse négative.

Chez les Républicains et chez les candidats à la primaire, les avis sont partagés. Dès vendredi, Bruno Le Maire a souhaité une ratification par le peuple des « modifications des traités nécessaires à de nouvelles orientations européennes ». Tel n'est pas l'avis de François Fillon qui sur le fond, a estimé dimanche au Grand rendez-vous d'Europe 1 qu'« on peut modifier le fonctionnement » de l'Europe « sans nouveau traité » et raillé ceux qui se livrent à « beaucoup de commentaires et beaucoup d'agitation » alors qu'il n'y a « de projet nulle part ». Suivez son regard.

Nathalie Kosciusko-Morizet se méfie de « la précipitation et l'émotion » qui voudrait qu'on « cède à ceux qui disent qu'il faut un référendum tout de suite. Il y en a à l'extrême droite, aussi à droite, moi je pense que ce n'est pas une bonne solution ». Quant à Alain Juppé, il met en garde contre toute précipitation : « Organiser un référendum aujourd'hui en France, c'est offrir une victoire sur un plateau à Madame Le Pen », a-t-il estimé vendredi sur Europe 1, préférant que l'on « consulte les peuples lorsqu'on aura un projet à mettre sur la table » et à condition que le référendum ait alors lieu partout en Europe. Problème : tous les pays européens n'ont pas le référendum dans leurs institutions.

La surprise est venue de la gauche ou présumée telle : samedi, lors d'un débat à Sciences-Po, **Emmanuel Macron** a ainsi déclaré : « Je pense qu'il faut aujourd'hui consulter les peuples, leur demander leur avis, mais il faut le faire dans un bon cadre. Pas sur la base d'un référendum demain sur cette Europe mais d'abord en construisant avec les peuples européens ce nouveau projet et puis en soumettant cette nouvelle feuille de route, ce nouveau projet, à un référendum. » Avant même le Brexit, Arnaud Montebourg avait fait part de sa propre tentation du référendum : « Quand il y a blocage, la démocratie parle, pas la violence, c'est toujours mieux » dit l'ancien ministre, cité **par l'hebdomadaire La Vie**.

Jean-Luc Mélenchon, qui avait demandé en mars un référendum sur le nucléaire, juge que c'est l'élection présidentielle de 2017 qui fera office de référendum : « La caste des eurolâtres ne tiendra aucun compte de ce qui vient de se passer et continuera de fustiger les "extrêmes", le "repli sur soi" et l'amour des peuples pour leurs libertés et dignité sociale. Plus dure sera leur chute. L'élection présidentielle de 2017 en France en est l'occasion. » D'autant que François Hollande lui a annoncé samedi qu'un nouveau texte sur l'Europe serait prêt avant la présidentielle. Promesse qui semble ne pas avoir été faite aux autres visiteurs de l'Élysée.